

particularités en raison de structures économiques différentes. S’y ajoutait un antisémitisme virulent dans la plupart des pays, notamment dans l’autocratie russe, cette “Prison des peuples”, cet “Empire des Ténèbres”. Enfin, les communautés juives étaient disséminées en Europe et formaient peu ou prou une “nation non territoriale”.

A cette situation anormale, insolite et parfois dramatique, le folkisme, le bundisme et le sionisme pour ne citer que ceux-là ont tenté d’apporter des réponses au problème juif en introduisant la notion d’une minorité nationale juive en diaspora.

Sans entrer dans l’optique d’une division entre *Westjuden* (Juifs de l’ouest) et *Ostjuden* (Juifs de l’est) qui risquerait d’alourdir le propos, signalons que les premiers faisaient partie de la nation dominante même si certains affichaient un “israélitisme” tenace. Quant aux seconds, demeurant dans des contrées multiethniques, ils revendiquaient leur appartenance à une “nation” juive religieuse (judaïsme orthodoxe) ou laïque (Maskilim, puis séculiers bundistes ou sionistes).

Rappelons pour mémoire, que la période concernée est caractérisée par une augmentation rapide de la population juive en raison d’une très forte natalité, et que des villes comme Varsovie, Lodz, Berlin, Vienne, Lemberg, Czernowicz ou Budapest sont de véritables métropoles juives. Rappelons aussi qu’une industrialisation rapide avec l’apparition d’un capitalisme et d’un prolétariat juif entraîne une mutation sensible en raison de l’urbanisation galopante du judaïsme. L’exode vers les villes à la recherche du travail se traduit par une lente et sûre décomposition du shtetl’, de la bourgade juive en milieu rural. A noter que les Juifs forment la majorité dans certaines cités moyennes de la *Zone de résidence*, Pinsk, Bialystok par exemple.

Mais rappelons également que l’Europe orientale, par rapport à l’Occident, reste encore en retard sur le plan économique et social même si l’industrialisation est rapide. Essentiellement rurale, la population polonai-

se, lituanienne ou biélorusse n’a qu’une faible frange d’intellectuels. L’intelligentsia juive en voie de laïcisation préfère adopter et s’imprégner de la culture allemande puis russe.

L’installation urbaine juive dépend donc de facteurs économiques, parfois pour des raisons de sécurité, ce qui n’empêchera pas les pogromes russes de 1881, 1905 et de 1919. Les populations juives séjournent souvent au sein des communautés non-juives, c’est-à-dire vivent ensemble et séparément. Dans une même ville, un même quartier, une même rue, une même maison peuvent demeurer des ethnies différentes, se connaissant sans pour autant se fréquenter. L’exemple le plus frappant est, à la charnière du siècle, Vilna en Lituanie.

Comme le constate très justement Ezra Mendelson, “*tous ces facteurs – le contexte multinational, le retard social et économique, la démographie, l’autocratie et l’antisémitisme – contribuèrent sans aucun doute à préserver le séparatisme juif en Europe de l’Est*”. Ces données de base n’ont été comprises, ni par des centralisateurs du type Lénine, ni par des théoriciens aussi divers que Léon Trotski, Jules Guesde, Julius Martov, Rosa Luxemburg, Adolf Warski. Mais il est vrai que l’évolution du judaïsme modifia quelque peu le processus d’acculturation des Juifs, une dynamique en apparence paradoxale qui consistait à conserver le particulier tout en se réclamant de l’universel. Et qu’enfin, il n’y a pas de loi sociologique comme il existe des postulats ou des théorèmes mathématiques.

Les prémisses d’une autonomie non territoriale

Si pour simplifier, un peuple se définit par la langue, le territoire, la religion et une communauté de destin (ou de sort), si l’on s’en tient à ces définitions, le peuple juif (Am Yisroël) pourrait éventuellement obéir à ces critères. Mais il n’en est rien pour les raisons exposées plus loin. Par conséquent, l’intelligentsia juive d’Europe centrale et orientale a dû adapter son système de pensée aux condi-

tions spécifiques des communautés juives. En réalité, si les Juifs pratiquaient une même religion (en fait une orthopraxie), les langues vernaculaires étaient différentes, yiddish dans le *yiddishland*, yiddish et la langue des pays ailleurs. Quelques-uns parlaient yiddish et hébreu, très peu ne parlaient que la langue hébraïque. Parfois ils utilisaient uniquement la langue russe, polonaise, allemande, etc. Quant au territoire, sur un plan étatique (armée, diplomatie, douane) ils n'en possédaient point. Certes, les patriotes juifs revendiquaient leur pays de résidence comme le leur. Ce fut le cas des Juifs allemands. Ainsi Jakob Wassermann et autres assimilateurs se disaient "Allemands et rien qu'Allemands". Même chose chez les Juifs hongrois très "magyarisés". Pour les autres, le judaïsme n'était pas seulement une religion, mais, il faut le répéter, une nationalité. Le sentiment national devenait parfois même une conscience nationale, pour des centaines de milliers de Juifs parlant yiddish et principalement en Pologne où ils formaient un groupe compact. A Varsovie par exemple, en 1910, l'on comptait 230 000 Juifs soit trois fois plus que dans toute la France (Alsace exceptée, annexée par le Reich de Guillaume 1^{er}).

Quant à la communauté de destin ou de sort, selon la formule d'Otto Bauer – qui, d'ailleurs reconnaissait une nation juive mais non une nationalité juive – elle était tributaire de la situation des Juifs au milieu des populations majoritaires. Car si les Juifs étaient bien tolérés dans certains pays, il n'en était pas de même ailleurs. La Russie tsariste était hélas l'exemple le plus flagrant (pogrom est un mot russe).

Sans pour autant retracer même à grands traits l'histoire du judaïsme dans l'Europe médiane ni orientale, l'idée d'une future Europe dans laquelle les Juifs seraient reconnus en tant que tels, fit son chemin. Au fil des ans, le cosmopolitisme fut peu à peu supplanté par l'internationalisme marxiste et l'espérance d'une Europe socialiste. Les humanistes juifs austro-hongrois, sans référence à une

idéologie précise, rêvaient d'un continent plus fraternel aux frontières et moins hermétiquement fermées.

L'intelligentsia juive en eut parfaitement conscience. Elle s'inspira des théoriciens austro-marxistes. On sait que dans l'Empire des Habsbourg résidaient ou cohabitaient des Autrichiens, des Allemands, des Tchèques, des Slovaques, des Polonais, des Ukrainiens, des Hongrois, des Roumains, des Serbes, des Croates, des Juifs, etc. Il lui fallait proposer des solutions adaptées au peuple juif.

'Haïm Jitlowski, yiddishiste pur et dur, assistant au congrès socialiste de Brünn (aujourd'hui Brno en Tchéquie), en septembre 1899 se pencha sur les diverses propositions, celles basées sur le territoire et d'autres sur les critères d'une nation sans territoire.

Une motion émanant des Slaves du Sud était fondée sur le principe d'une autonomie nationale non territoriale disant "*Chaque nationalité vivant en Autriche-Hongrie, sans égard au territoire occupé par ses membres, constitue un groupe autonome qui règle ses affaires nationales de langue et de culture [...] Les divisions territoriales sont purement administratives et ne doivent pas porter préjudice au statut national. Toutes les langues auront des droits égaux dans l'Etat.*"

Lorsque l'on pense au fanatisme qui sévit actuellement dans les Balkans et dans le monde, on reste frappé par la maturité de la résolution finale qui dans son préambule affirme "*Le maintien et le développement des particularités nationales des peuples d'Autriche ne sont possibles qu'avec la complète égalité de droits et l'absence de toute oppression. Aussi doit-on avant tout rejeter le système du centralisme démocratique d'Etat de même que les privilèges féodaux.*"

A la même époque, le socialiste autrichien Karl Renner dans *Etat et Nation*, puis en 1902, dans *Der Kampf der Nation um den Staat* estimait que la nation était "*une association d'hommes pensant et parlant de la même manière [...] la communauté culturelle d'hommes contemporains qui ne sont plus liés au sol.*" Après avoir étudié les Etats modernes, il rejetait le système centralisateur qui contraignait tous ses

ressortissants à une toise commune sans tenir compte de leur spécificité. Il fallait créer un Etat fédéral, un “système organique” dans tout Etat multinational comme c’était le cas en Autriche-Hongrie. Il montrait que “*Etat et nation sont antinomiques au même titre qu’Etat et société. L’Etat est autorité territoriale de droit. La société, une, ou des associations de personnes de fait.*”. Il fallait donc organiser le statut personnel des gens en évitant la domination du groupe majoritaire sur la minorité.

Cette théorie très élaborée était complexe. Elle témoignait cependant d’une volonté généreuse de promouvoir l’égalité des chances, des droits et des devoirs de chaque collectivité, étant, bien entendu, que le gouvernement central prenait en charge les intérêts vitaux : défense, affaires étrangères, monnaie et douane.

Les réponses juives suivant les diverses optiques

Déjà, dans un pamphlet intitulé *Farvos Davkè yiddish* (pourquoi justement le yiddish) paru en 1898, Jitlowski pensait que chaque nationalité devait s’offrir les moyens de renforcer son unité nationale dans des Etats multinationaux. Pour les Juifs, le yiddish était l’élément essentiel, un ciment en quelque sorte. Emporté par son lyrisme, il écrivait “*Si trois millions de Suisses parviennent à entretenir dix universités, sept à huit millions de Juifs parlant le yiddish sont capables d’en entretenir dix [...] Dans le monde nouveau, la règle sera : le peuple c’est sa culture, son éducation...*”

Une partie de l’intelligentsia juive et notamment les plus politisés d’entre-eux, eurent un raisonnement identique. A la place d’un cosmopolitisme réducteur et sans visage, cette doctrine convenait parfaitement aux yiddishistes à quelques détails près, quelles que fussent leurs options religieuses, politiques et culturelles.

On peut dresser quelques jalons. En reprenant les définitions quelque peu arbitraires que j’ai énoncées au début de cette étude, force est de constater que l’élément le plus

significatif, celui qui permet le mieux d’affirmer une spécificité juive, c’est la langue. Le yiddish a constitué pendant plusieurs générations un “substitut de territoire” et un rempart contre l’assimilation (exemples : les Allemands, les Hongrois et même les Polonais de confession mosaïque). Cela est si vrai que dès 1895, le *Comité du jargon* fit de la langue et de la culture yiddish un instrument de propagande révolutionnaire.

En 1908, c’est la conférence de Tchernowitz en Bukovine – Cernauti en Roumanie, aujourd’hui Tchernivtsi en Ukraine – qui, après des discussions passionnées, donne au yiddish un statut de langue nationale juive à l’instar de l’hébreu et sert d’élément moteur à la création des premières écoles yiddish durant la première guerre mondiale. Ces établissements scolaires privés se développeront à l’est de l’Europe médiane. Pendant une vingtaine d’années, des écoles primaires, secondaires et même supérieures (Université de Minsk ou de Kiev) vont se multiplier en Pologne, dans les pays baltes et en Union soviétique.

Fleurissent une littérature et une presse qui se développeront considérablement. La création du YIVO (l’Institut scientifique juif) à Berlin, transporté ensuite à Wilno en 1925, donne à la langue ses lettres de créance et un statut définitif. On ne dira jamais assez à quel point le yiddish devint le “véhicule” d’une littérature moderne d’une grande richesse où, comme l’écrit Rachel Ertel, tous les genres littéraires se télescopèrent en moins de trois générations. En conséquence, c’est grâce à ce support linguistique qu’ont pu s’élaborer les vecteurs d’une identité juive et constituer les diverses doctrines de l’exterritorialité juive en Europe médiane.

Le folkisme de Simon Doubnov

C’est tout d’abord l’action de l’historien Simon Doubnov. Politologue et militant, il s’en est ouvert dans ses différents ouvrages et particulièrement dans ses *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau* paru de 1897 à 1907 où il expose l’autonomisme juif en diaspora.

Il part du principe qu'à l'instar des autres collectivités, et en abordant une lecture attentive de l'histoire juive, le judaïsme peut à bon droit revendiquer sa spécificité et s'ériger en minorité non plus seulement religieuse mais nationale-culturelle. Ses exemples contemporains sont Vilna et Odessa, puis d'autres centres où le judaïsme déploie une intense activité culturelle. En Occident, judaïsme et citoyenneté se confondent et dans les États centralisés, le problème est uniquement religieux. Le concept de nationalité n'y existe pas ou n'y est qu'embryonnaire. Il n'en est point de même en Europe centrale et orientale.

Doubnov rappelait l'importance des "centres hégémoniques" qui donnaient le ton à l'ensemble de la diaspora. Il se pencha sur l'autonomie juive, notamment le *Vaad arba Aratzot* (Conseil des Quatre Pays) et le *Vaad ha Medina d'Lita* (Conseil de la nation juive en Lituanie). Il montrait qu'aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles, les Juifs purent organiser leurs propres affaires – éducation, religion, impôts – dès lors qu'ils n'étaient pas en opposition avec le pouvoir central polonais.

Il démontre ainsi que dans la mosaïque européenne, il existe une nationalité juive non étatique. Il érige le principe de l'exterritorialité, une personnalité de droit, où ses membres par une acte volontaire désirent s'agréger à leur communauté tout en bénéficiant des mêmes droits que les populations adossées à un territoire. Cette doctrine est le folkisme. Sur le plan des idées, le folkisme jouera un rôle prépondérant car les partis politiques juifs s'en inspireront pour compléter leur propre idéologie. Le Bund ainsi "popularisera" les conceptions doubnovistes.

Le Folkisme crée une formation politique le *Folkspartei* qui jouera un certain rôle dans la judaïcité polonaise et ukrainienne (Les *Faraynigte* – unifiés). Des mouvements comme le SERP, organisation non marxiste créée en 1906 ou parti des ouvriers socialistes juifs, plus communément connue sous le nom de Séimistes (de Sejm = parlement) se réclameront de l'autonomisme juif.

Le Bund et ses préoccupations nationales

A sa gauche, il y a le Bund, l'union des ouvriers juifs de Pologne, Russie et Lituanie, fondé à Vilna en 1897. Après une période assez floue où le problème juif s'efface devant l'internationalisme prolétarien et la lutte des classes, l'importance du facteur national s'affirme dès 1901.

C'est surtout Vladimir Medem qui pose les jalons d'une doctrine qui tente de concilier la question nationale et l'idéologie révolutionnaire. Car contrairement à l'opinion marxiste, les prolétaires ont une patrie, le pays dans lequel ils vivent, et des problèmes économiques spécifiques. Un ouvrier juif qui ne parle que le yiddish ne peut adhérer à une section polonaise ou russe car il ne comprend pas la langue. Ses revendications sont semblables mais non identiques. S'y ajoute l'antisémitisme des ouvriers polonais ou russes (le rôle des Eglises catholique et orthodoxe ne doit pas être négligé).

Si au début, en 1903, Medem s'en tient à un neutralisme, une sorte de valse-hésitation entre le sentiment national et la lutte de classes, il évoluera rapidement en montrant qu'il n'y pas aucune antinomie – dans les conditions objectives qui prévalent dans l'Europe médiane – entre une conscience socialiste et une conscience nationale. Pour lui, il n'existe pas de communauté d'intérêts entre le capitalisme juif et l'ouvrier juif, ce en quoi il s'oppose à Doubnov qui considère que l'antisémitisme n'établit pas cette différenciation, mais Medem rejoint ce dernier sur le problème de l'organisation pratique du statut de la minorité nationale juive en estimant que les Juifs doivent lutter dans le pays où ils vivent. En yiddish, cela s'appelle la *Doykayt* (néologisme yiddish qui signifie être là et maintenant; en anglais on dit *hereness*), s'opposant ainsi au sionisme nationaliste qui prêche le retour des Juifs en Eretz Israël. Il posait ainsi les premiers jalons d'une autonomie nationale – culturelle.

Medem se penche sur la doctrine de Doubnov en étudiant les vecteurs d'identité dont le yiddish est l'élément principal. En 1916, en prenant pour exemple un pays multinational, il estime que chaque nationalité devrait créer un mouvement séparé et promouvoir une organisation spéciale qui organiserait des assemblées culturelles régionales et pour l'ensemble du pays, une assemblée générale. Ce que Doubnov appelle Vaad (conseil). Mais il est évident – ajoute Medem – chaque citoyen peut appartenir au groupe de son choix. Lorsqu'il s'agit de groupes nationaux dispersés, ils doivent s'auto-organiser et former des corporations de droit public "subjectif", la nation devenant elle-même une personne morale de droit public.

Mais c'est surtout sur le plan pratique que cette théorie conserve toute sa valeur, puisque cette autogestion s'articule autour de la création d'écoles et d'institutions culturelles. Il rejoint les vues de Jitlowski, même si Medem se veut résolument socialiste. Les écoles yiddish qui s'ouvriront au début des années 1920 avec le CBK (Tsentral Bildung Komitet) englobées dans un organisme plus large, la CISHO, (l'organisation centrale des écoles yiddish) fondée en Pologne rassemblera des dizaines de milliers d'élèves tout en conservant un caractère socialisant. La CISHO créée par le Bund attirera les Folkistes et le Poalé-Tsion de gauche.

On pourrait toutefois faire remarquer que les bundistes, en dépit de leurs succès électoraux dans les *Kehillot* et dans les élections municipales ne réussirent jamais à imposer leurs vues auprès des pouvoirs publics à la fois parce que le pouvoir n'était aucunement tolérant à leur égard et que d'autre part, les autres formations politiques et religieuses juives leur étaient particulièrement critiques sinon hostiles.

Le sionisme "diasporique".

La troisième réponse à l'exterritorialité est le sionisme de gauche. Certes, le but ultime mais encore lointain est un Etat juif. Mais en atten-

dant, il faut raffermir l'identité juive par le biais du yiddish et de l'hébreu partout où vivent des Juifs dans le yiddishland. Car si les Juifs s'impliquent dans des mouvements réformateurs, sociaux démocrates ou sionistes, ils ne partiront pas immédiatement en Palestine.

Autrement dit, on demeure en diaspora tout en ne perdant pas de vue que l'Alyah doit être envisagée. A un Congrès international tenu à Helsingfors (Helsinki) en 1906, les sionistes russes empruntent au doubnovisme et même au Bund une partie de leur argumentation car ils acceptent le principe d'une autonomie juive en diaspora : le *Gegenwartsarbeit*.

Ce terme allemand signifie que le travail présent est axé sur des objectifs concrets et à court terme. Comment se désintéresser de ce qui se passe alentour ? La lutte sur place s'impose. Il est indispensable de donner une éducation nationale et sociale aux jeunes juifs, à ces pionniers qui un jour partiront vers la terre des ancêtres. La préparation à l'émigration, ce sont les écoles du *Tarbut* (culture en hébreu) les fermes-modèles, l'initiation au travail agricole, la préparation au kibboutz.

La Déclaration Balfour fin 1917, est saluée par des transports de joie dans tous les secteurs sionistes. Car un "Foyer national" est le prélude, l'embryon d'un futur Etat hébreu. Néanmoins, nombre de sionistes demeurent des gens de la diaspora. Le sionisme se développe considérablement par la suite et à cet égard la Déclaration Balfour a un énorme impact sur les couches populaires, tout comme les deux Révolutions russes de 1917. Mais il demeure des sionistes sans l'Alyah, ce qui de prime abord paraît quelque peu insolite, des sionistes qui paient leur contribution au mouvement sioniste, le shekel au KKL, mais restent en diaspora. Soyons justes cependant. Près des deux tiers du Yichouv en 1939 provient de l'Europe médiane et orientale.

Au début du siècle, Ber Borocho, le principal théoricien du sionisme ouvrier, avait conscience que le judaïsme possédait des structures anormales mais que ses membres

étaient plus ou moins liés par des sentiments de parenté, d'appartenance, nés d'un passé historique commun. La solution résidait dans une nouvelle restructuration que seule une terre juive, était à même de lui apporter. Il fondait ses espoirs sur une coexistence pacifique entre Arabes et Juifs. Et surtout une "normalisation" des structures économiques juives.

En attendant, le programme minimum des sionistes, partisans de l'exterritorialité juive et désireux que les Juifs soient reconnus comme une minorité nationale, notamment dans la Pologne de Pilsudski avec au besoin l'instauration de blocs minoritaires au Sejm, démontrait sinon un certain diasporisme, en tous cas un enracinement conjoncturel dans le pays "hôte". Enfin la propagande sioniste ne se faisait guère en hébreu mais en yiddish, en polonais, en russe ou en roumain.

Toutefois, de ces trois principales composantes, la solution sioniste demeurait la plus éloignée de la vision d'une nouvelle Europe des nations même si elle admettait l'exterritorialité juive sur le continent. Les interventions répétées de Léon Motzkine, ardent sioniste et autonomiste convaincu allaient – pendant un temps – changer profondément les mentalités.

Au lendemain de la première guerre mondiale

L'année 1919 fut cruciale. La guerre s'était achevée et l'on assistait à une nouvelle configuration dans l'Europe médiane. L'Autriche-Hongrie avait volé en éclats, la frange occidentale de la Russie s'était fragmentée. De nouveaux Etats avaient surgis : Pologne, les trois Etats baltes, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie agrandie. Sur les ruines de ces grands ensembles étatiques, le nouveau découpage territorial qui modifiait les relations entre les diverses populations avait tenté de résoudre le problème des minorités nationales. Et celui des Juifs tout particulièrement du fait de leur dissémination. Un

juif de Galicie se retrouvait Polonais. Un autre, anciennement russe, devenait letton.

De plus, certains pays comme la Roumanie considéraient les Juifs comme des étrangers sur leur propre sol, les privant ainsi de leurs droits civiques. En revanche, la Russie leur avait accordé en 1917 des droits civiques et nationaux. C'était pour eux une nouveauté. Cela comblait d'aise les partisans de Doubnov notamment.

Mais si cette nouvelle redistribution, la création de nouveaux Etats aurait pu donner satisfaction à certains peuples, il en fut souvent autrement. Même si la Pologne disposait d'une superficie de plus de 350 000 km², si elle pouvait s'enorgueillir d'avoir arraché de nouveaux territoires, 40 % de sa population n'était pas composée de Polonais de souche, mais d'allogènes. Nous donnons ce seul exemple mais d'autres pays se trouvaient dans des conditions similaires. D'où, l'on s'en doute, un climat de tension perpétuel, mettant à mal les bonnes résolutions wilsoniennes.

Un organisme spécial fut créé pour défendre les Juifs à la conférence de la Paix. Ce fut le *Comité des Délégations Juives* qui se consacra à la défense des populations juives. Léon Motzkine en assura la présidence. Plus tard, il fut un des promoteurs du Congrès juif mondial.

Le *Comité des Délégations Juives* se livra à une étude approfondie de la situation des communautés juives en Europe médiane et orientale. Il soumit un long mémoire à la Conférence de la Paix demandant aux pays concernés de reconnaître aux Juifs la pleine et entière égalité des droits, la liberté religieuse et culturelle au même titre que pour les autres minorités nationales. Les représentants de la Pologne (Paderewski, Dmowski) et de la Roumanie (Bratianu) s'y opposèrent car ils craignaient que cette disposition porterait atteinte à la souveraineté de leurs Etats respectifs. A un degré bien moindre, l'*Alliance israélite universelle* sous la direction de Sylvain Lévi estimait que

cela pouvait nuire à des citoyens juifs de France alors que le problème national juif ne s’y posait nullement.

Les Polonais et les Roumains finirent par céder. Et en signant le traité de Versailles le 28 juin 1919, avec d’autres pays concernés – Baltes, Tchécoslovaques, Hongrois – le Traité des minorités y était inclus.

Dans l’entre-deux-guerres

Avec Louis Marshall, Julian Mack et d’autres personnalités américaines, ce Comité était persuadé qu’il ferait du bon travail. La Pologne avec ses trois millions de Juifs, et d’autres pays étaient tenus d’observer les principes égalitaires sur le plan civique, entretenir des écoles autonomes sur le compte partiel du budget de l’État, accepter publiquement le shabbat, etc. Par la suite, le comité siégea à la Société des Nations (SDN) à Genève.

Nous ne développerons point ce qu’il en fut réellement dans les divers pays. Théoriquement, les Juifs étaient reconnus comme des citoyens. Tout était prévu sur le papier. Les Juifs d’Union soviétique, eux-mêmes pensaient que l’obtention des droits nationaux leur ouvriraient de nouveaux horizons. Mais les Polonais se livrèrent à une polonisation à outrance que ce soit vis à vis des Ukrainiens (Lwow par exemple) ou des Juifs (pour mémoire rappelons l’antisémitisme tenace des Endeks et consorts). Pourtant de nombreux intellectuels juifs furent séduits par la langue et la culture polonaises, les Bruno Schulz, Julian Tuwim, Antoni Slonimski. Mais ils se heurtèrent constamment à l’hostilité ouverte des milieux nationalistes qui n’admettraient jamais leur patrie comme étant un “État des nationalités”.

Quant à l’Union Soviétique, après une embellie yiddish qui dura moins de quinze ans, y être Juif devint un épouvantable cauchemar. Les idées généreuses de Doubnov se retournaient contre lui. Le concept de l’exterritorialité juive dans l’Europe médiane et orientale fut, à part en Estonie et en Lettonie, et en Lituanie

durant les premiers années de l’après-guerre, constamment remis en question. Exception faite de la Tchécoslovaquie où la politique envers les Juifs fut relativement harmonieuse. Selon les constitutions des divers pays, les Juifs jouissaient de la plénitude de leurs droits civils et politiques avec une représentation autonome dans les Assemblées (Parlement, Diète, Sejm, Rada, etc.) Dans la réalité, leurs libertés furent bafouées, l’antisémitisme grandissant et la montée du fascisme dans ses différentes versions mirent en pièces ces dispositions quelque peu utopiques.

Dès lors, les théories des leaders juifs qui avaient voulu concilier le particulier et l’universel, être spécifique tout en se considérant comme étant européen, tout cela était voué à l’échec. Même ceux qui se sentaient parfaitement intégrés et avaient plus ou moins abandonné leur judaïsme où n’en conservaient que des bribes selon un savant mélange de traditions et de religiosité, tout cela sombra face à la montée des périls. Les régimes de droite non seulement s’opposèrent aux divers remèdes employés par les uns et les autres mais se livrèrent de plus en plus à une politique de déstabilisation augmentant singulièrement la précarité du judaïsme.

Quant aux non-Juifs, les plus démocrates, même ceux qui étaient les plus attachés au concept de l’exterritorialité, ils capitulèrent. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, tout cela fut relégué à l’arrière-plan. Ces préoccupations étaient souvent naïves bien qu’empreintes d’un réel désir de paix, de tolérance et d’une meilleure entente entre les hommes disparurent. Elles furent balayées par le bruit de bottes et les vociférations d’Hitler.

La folie meurtrière des hommes a pendant longtemps effacé ces considérations humanistes. La Shoah a étendu son linceul et ces doctrines ont été ensevelies. Elles appartiennent désormais à l’histoire. Nous ne pouvons qu’en rendre compte tout en signalant qu’ici et là s’échafaudent de nouvelles doctrines sur le droit des minorités faisant largement appel

aux écrits antérieurs et désireuses de créer une nouvelle Europe.

Car ces considérations politiques n'ont point perdu de leur actualité. Certes, les problèmes se posent différemment. Mais des solutions ont été envisagées et sont même appliquées avec bonheur dans différents pays européens (Estonie, Hongrie, Espagne catalane). Non seulement en Europe mais sur d'autres conti-

nents. Parce que l'exterritorialité n'est pas uniquement juive, elle concerne d'autres ethnies dispersées. Mais a contrario, la montée des nationalismes, la balkanisation de l'Europe méridionale, les crises nationales qui sont à la limite de la démence raciale, tout cela est bien décourageant.

Cela suppose que l'humanité se devrait d'être plus adulte et plus responsable. Mais hélas !

Population totale juive en 1939 (en millions)		Population juive dans quelques grandes villes en 1939	
Allemagne – Autriche	0.5	Varsovie	350 000
Pologne	3.3	Lodz	220 000
Pays baltes	0.5	Berlin	150 000
Biélorussie	1,	Lwow	100 000
Russie occidentale	1	Vienne	160 000
Tchécoslovaquie	0.3	Budapest	150 000
Roumanie	0.8	Minsk	100 000
Hongrie	0.6		
Autres	0.3		
Total approximatif	8.3		
Dont yiddishophones environ 6 millions.			

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Borochov Ber, *Classe et Nation*, Suisse, 1945.

Collectif – Congrès Juif Mondial, *La situation économique des Juifs dans le Monde*, Paris 1938.

Doubnov Simon, *Lettres sur le Judaïsme ancien et nouveau*, Paris, Cerf, 1989.

- *Le livre de ma vie – souvenirs et réflexions, matériaux pour l'histoire de mon temps*, Cerf, Paris, 2001.

Frankel Jonathan, *Prophecy and Politics*, Cambridge University, 1981.

Jitlowski Haïm, *Geklibene Schriftn*, New York, 1960.

Laqueur Walter, *Histoire du sionisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1973.

Medem Vladimir, *Ma vie*, traduit du yiddish par Henri Minczeles et Aby Wieviorka, Paris, Honoré Champion, 1999.

Mendelson Ezra, *Intégration et citoyenneté: l'Europe des ethnies* in Elie Barnavi et Saul Friedländer, *Les Juifs et le XX^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 2000

Minczeles Henri, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, Paris, Austral 1995, Denoël 1999.

Plasseraud Yves, *L'identité*, Paris, Monchrestien, 2000.

Traverso Enzo, *Les Marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, 1997.

Weinstock Nathan, *Le Pain de misère*, 3 vol. Paris, La Découverte, 1984, 1986.